

Rapport du groupe parlementaire au Grand Conseil

Septembre 2020 – mars 2021

Le travail parlementaire du Groupe socialiste au Grand Conseil en cette fin d'année 2020 et début 2021 s'est fortement focalisé sur la crise sanitaire, sociale et économique liée au COVID-19 et les conséquences de celle-ci sur la population et en particulier les personnes fragilisées.

Au printemps 2020, le groupe socialiste au Grand Conseil a contribué, en collaboration avec le comité directeur et les président-e-s de commission, à la rédaction d'un papier de position intitulé : « Pour une sortie de crise solidaire : les revendications des Socialistes genevois suite à la crise du Covid19 ».

Ce papier de position a servi de base pour formuler nos revendications à travers de nombreux objets parlementaires. Notre action s'est principalement articulée autour de trois axes : protéger la population face à la menace sanitaire, protéger les personnes fragiles ou fragilisée par cette crise, protéger les emplois par des soutiens financiers aux différents secteurs économiques et culturels particulièrement touchés par la crise. A cela s'ajoute évidemment des propositions de nouvelles recettes pour financer l'ensemble de ces mesures et le développement des services publics.

Le groupe n'a toutefois pas abandonné ses autres revendications qui ne sont pas directement liées à la crise du COVID et ses conséquences.

Finalement, le groupe parlementaire n'a pas ménagé ses efforts dans le cadre des discussions budgétaires pour doter notre canton d'un budget 2021 qui permette d'assurer les prestations à la population et les services publics rendu particulièrement essentiels par cette période de crise tout en préservant les conditions de travail de la fonction publique.

Vous trouverez ci-dessous la liste de l'ensemble des textes parlementaires déposés par le groupe socialiste entre janvier 2020 et mars 2021.

1. Protéger la population face à la menace sanitaire :

- a. Motion *« pour renforcer les moyens de prévention de la transmission du virus dans les transports publics en situation d'épidémie de COVID-19 »*

2. Protéger les personnes fragiles ou fragilisées par la crise sanitaire :

- a. Projet de loi *Pour un soutien individuel aux locataires en période d'épidémie de COVID-19*
- b. Projet de loi *pour inscrire le droit à l'alimentation dans la Constitution*
- c. Projet de loi *Pour une indemnité pour perte de revenus aux personnes en situation de travail précarisée par la COVID-19*
- d. Motion *pour offrir un hébergement à chaque personne sans-abri pendant au moins toute la durée de l'épidémie de COVID-19*
- e. Motion *pour garantir les places d'apprentissage et parcours de formation des apprenti-es malgré la crise économique liée à l'épidémie de COVID-19*
- f. Motion *pour améliorer le soutien et suivi des personnes inscrites au chômage et augmenter les moyens dédiés à la réinsertion professionnelle*
- g. Motion *pour prolonger les contrats du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche de l'UNIGE affecté par l'épidémie de COVID-19*
- h. Motion *pour adapter les exigences et la politique de l'OCE à la situation de crise économique actuelle*
- i. Motion *pour l'adoption d'une politique de l'emploi basée sur le soutien plutôt que la répression des personnes sans emploi*
- j. Motion *pour garantir le droit au logement et renforcer la protection des locataires en période de crise*

- k. Motion *pour garantir des conditions salariales et de travail dignes aux employé-es de Swissport* (motion de l'Alternative et du MCG)
 - l. Résolution *pour une nouvelle prolongation du délai légal prévu en cas de mise en demeure d'un-e locataire pour défaut de paiement*
3. **Protéger les emplois par des soutiens financiers aux différents secteurs économiques et culturels particulièrement touchés par la crise**
- a. Projet de loi *pour une aide financière extraordinaire de l'Etat aux commerces contraints à la fermeture dans le cadre de la crise de la COVID-19*
 - b. Motion *pour une aide urgente aux actrices et acteurs de la vie nocturne*
 - c. Résolution *pour une réouverture adaptée des lieux culturels dès mars 2021*
4. **Garantir les ressources financières nécessaires au développement des aides ponctuelles, des prestations et des services publics :**
- a. Projet de loi *pour une contribution temporaire de solidarité des très hauts revenus*
 - b. Projet de loi *pour une marge de manœuvre budgétaire temporaire supplémentaire aux communes en temps de COVID-19* (avec Ensemble à Gauche)
 - c. Projet de loi *pour la suspension des freins au déficit et à l'endettement*
5. **Poursuivre les combats socialistes :**
- a. Projet de loi *pour des examens écrits anonymes à l'Université de Genève*
 - b. Projet de loi *contre la discrimination et le sexisme au Grand Conseil*
 - c. Projet de loi pour une extension de l'interdiction de fumer à certains lieux publics extérieurs
 - d. Motion *contre l'usage du plastique dans les cantines*
 - e. Motion *pour l'abandon des sanctions prises à l'encontre des personnes ayant participé à l'« Appel du 4 mai »*
 - f. Motion *pour lutter contre la pollution aux microplastiques dans le lac Léman*
 - g. Motion *pour garantir des conditions de détention conformes aux droits des personnes trans**
 - h. Motion *pour faire toute la lumière sur les cas de violence sexiste et sexuelle dénoncés au sein de la police genevoise*
 - i. Motion *chargeant la commission de contrôle de gestion d'élaborer un rapport afin de faire toute la lumière sur le harcèlement sexuel au sein de la police genevoise et de proposer des mesures pour la protection de la personnalité, la féminisation du corps de police et la promotion des femmes*
 - j. Résolution *pour dénoncer les violations massives des droits humains en Biélorussie*
 - k. Résolution *pour introduire la notion de consentement dans le code pénal suisse*
 - l. Résolution *pour affirmer le droit à la vie et à l'autodétermination des Arméniens du Haut-Karabagh*
 - m. Résolution *contre les renvois vers l'Ethiopie et tout autre pays où les droits humains sont bafoués* (résolution de l'Alternative et du PDC)

Finalement les député-e-s et suppléant-e-s du groupe socialiste ont déposé 42 question urgentes écrites et rédigé 54 rapports de commission (27 de majorité et 27 de minorité)